

Sommaire

Quarante ans après, les mêmes, par Amaury Couderc, pages 2 et 3

Propos sur la guerre en Afganistan... et ses conséquences françaises, par Bernard Fischer, pages 3 et 4

Après le 31ème congrès du PCF, par Emile Fabrol, pages 4 et 5

Prises de position contre la sale guerre en Afganistan, pages 5 et 6

Rencontres pour une gauche alternative, écologiste et féministe, réunion du 24 novembre, pages 6 et 7

Calendrier des manifestations de novembre, page 8

RASSEMBLER

À

GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR
"RASSEMBLER A GAUCHE"

Dispensé de timbrage

R.A.G

LE CLOS BOISSY\ST-YON 91790

CPPAP 11077 - ROUTAGE 206

Comité de Rédaction

David Bodet, militant LCR

Cyrille-Robert Broux, militant des Verts

Anne-Marie Cartolaro, militante Ras l'front

Amaury Couderc, militant socialiste progressiste

Françoise Deson Jean Deson

Michelle Dospital, militante associative

Robert Duguet, militant socialiste progressiste

Emile Fabrol, militant PCF (gauche communiste)

Bernard Fischer, militant associatif

Michel Galin, militant syndical

Gérard Grandanne, militant alternatif

Serge Guichard, militant du PCF

Vincent Huet, militant de la LCR

Jean Yves Lesage, courant Unir les travailleurs contre le

Medef et le gouvernement Jospin (LCR)

Gérard Morlier, militant associatif

Philippe Nekrouf, militant socialiste progressiste

Jean Sanchez, militant associatif

Sylviane Charles et Dominique Larchet, VDT

N° 117 novembre 2001

10ème année de parution

Commission paritaire des
Publications et Agences de Presse numéro 11077

Directeur de publication : Jacques Adrien
militant socialiste progressiste

RAG : Amaury Couderc,

le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790

tel. : 01.64.91.32.75

Site Web: <http://perso.wanadoo.fr/robert.duguet/rag/index.htm>

Imprimé par nos soins

QUARANTE ANS APRES, LES MEMES...

Par Amaury COUDERC

Le 17 octobre 2001, les Français, de manière quasi officielle, découvraient pour le plus grand nombre d'entre eux avec stupeur, que 40 années auparavant suite à une manifestation pacifique d'Algériens à Paris, la police, **leur police** s'était déchaînée contre des hommes et des femmes qui voulaient s'exprimer pacifiquement. En plein Paris, plus de 300 personnes avaient été massacrées dans les couloirs des commissariats et de la Préfecture de police de Paris, leurs corps devaient être ensuite jetés à la Seine pour dissimuler le crime. Ce jour là, la presse, notre grande presse démocratique, pluraliste et libre, fierté de notre pays s'était tue, dans le meilleur des cas elle avait titré « *Manifestation d'Algériens à Paris, 3 (trois) morts* ».

Aujourd'hui, 17 octobre 2001, cette même presse qui avait fermé les yeux sur la torture en Algérie, sur les massacres perpétrés par notre armée dans les villages du Sud Algérien et qui n'avait rien vu le 17 octobre 1961 en plein Paris et sous ses fenêtres, cette même presse nous sert aujourd'hui le même refrain

- En Afghanistan il n'y a que quelques dizaines de morts... et quelques effets collatéraux...

- Non c'est faux, il y a des dizaines de milliers de victimes innocentes, des femmes, des enfants écrasés sous des bombardements aveugles comme en Irak et non pas des "*frappes chirurgicales précises sur des casernes et quelques effets collatéraux*"

Il y a des habitations bombardées, des hôpitaux et leurs malades bombardés, des dépôts de la Croix Rouge bombardés, des maisons de retraite bombardées... entraînant la mort de dizaines de milliers de civils.

Tous ces morts n'ont rien à voir avec l'attentat contre le Pentagone ou le WTC, ce sont toutes des morts innocentes.

Notre pays, la France, participe à ce crime contre l'humanité, sans même qu'ait été consulté la représentation nationale, encore moins le peuple français.

Si la presse s'intéresse autant aux crimes d'hier, c'est peut-être pour éviter d'avoir à prendre position ou simplement à relater les crimes d'aujourd'hui.

Cette même presse, comme en octobre 1961 se

taut. Il est vrai qu'aujourd'hui comme hier, elle est étroitement inféodée au pouvoir politique et comme lui, se coule à la perfection dans le moule de l'UNION NATIONALE au nom soit disant de l'intérêt NATIONAL et de la chasse aux terroristes en oubliant de préciser que la lutte contre le terrorisme ne sera efficace que si l'on s'attaque aux racines du mal et en particulier au pillage des matières premières dont sont victimes les peuples du tiers monde.

Le grand patronat et le gouvernement se servent aujourd'hui du terrorisme pour expliquer les difficultés économiques et la nécessité absolue de restructurer les entreprises (lire licencier), mais aussi et surtout de ne pas augmenter les salaires. Les grèves seraient le fait de gens irresponsables et les syndicalistes des meneurs qui n'auraient aucun sens civique.

Là aussi la presse en rajoute, soit en minorant le nombre des grévistes, soit en dénonçant leur irresponsabilité ainsi que celle des grévistes et de leurs organisations en face du danger qui nous menacerait tous : la guerre. En oubliant de préciser que c'est "*leur guerre*", mais sûrement pas la notre. Comme il y a 40 ans, la guerre d'Algérie n'était pas notre guerre, mais celle de Guy Mollet, Lacoste et compagnie, soit disant "*socialistes*" et qui s'étaient fait élire pour faire la paix, mais qui comme aujourd'hui représentaient plus les intérêts du capital que ceux de la classe ouvrière.

Les hommes et les femmes de ma génération voient avec effarement et inquiétude l'histoire se répéter à un petit demi siècle d'intervalle. Les acteurs sont les mêmes : les soit disant "*socialistes*" (seuls les individus ont changé, Jospin a remplacé Guy Mollet), les méthodes sont les mêmes; hier au nom du Front Republicain, aujourd'hui au nom de la "*gauche plurielle*" contre un ennemi qu'on est incapable de désigner précisément **on restreint les libertés** (*la semaine dernière à Strasbourg, deux jeunes garçons de 15 ans ont été mis en examen pour apologie d'acte de terrorisme et risquent jusqu'à 5 ans de prison, simplement pour avoir crié « vive Ben Laden, à bas l'Amérique »*). **Le délit d'opinion est remis à**

l'ordre du jour, la liberté de conscience n'existe plus, celle d'expression non plus. Que des jeunes crient "à bas l'Amérique" qui opprime les peuples du tiers monde et écrase sous les bombes des innocents ne me choque pas. Quant à crier "vive Ben Laden", même si je pense que c'est politiquement incorrect et injuste de faire l'apologie de cet homme n'oublions pas qu'il a été désigné à la vindicte publique uniquement par les gouvernements occidentaux mais que des millions de musulmans de par le monde en ont fait leur héros. Alors cela ne me choque pas que des jeunes de la deuxième ou troisième génération mal intégrés parce que souvent rejetés par notre société, se trompent et commettent la même erreur de penser qu'il est un héros. De plus, Ben Laden n'a fait l'objet d'aucun jugement par aucun tribunal. Quarante députés travaillistes demandent que Ben Laden soit jugé par un tribunal international pour vérifier la validité des assertions avancées par les Américains, jusqu'à ce jour sans preuves. Alors : au nom de la présomption d'innocence si chère à nos députés lorsqu'elle touche l'un d'entre eux...

Oui, l'histoire est en train de se répéter avec les mêmes acteurs. L'union nationale des biens pensants au nom de l'intérêt national est en marche et nous mène droit dans le mur. Derrière la restriction des libertés il y aura la restriction du droit de grève, la restriction des manifestations, la restriction de l'expression publique... la censure ou l'autocensure, comme il y a 40 ans.

En Angleterre un groupe de 14 députés travaillistes, militants du Parti Travailliste et leaders syndicaux ont lancé une campagne publique : "Les Travaillistes contre la Guerre". La prise de conscience des députés travaillistes évolue au rythme de la tuerie d'innocents alors que ces bombardements ne donnent aucun résultat probants contre les terroristes. Le leader de ces opposants à la politique de guerre réclame une solution passant par l'ONU et non pas par le Pentagone. **Qu'en est-il de la position de nos députés dits "socialistes" face à cette guerre qui se déchaîne contre des innocents ?...**

Il est urgent que les organisations de gauche ou d'extrême gauche se retrouvent ensemble pour porter un appel commun disant clairement non à la guerre. **Non à cette guerre.**

Cynisme: à partir du moment où les tonnes d'or englouties sous les décombres des tours de New York ont été retrouvées par les pompiers, le maire a ordonné la cessation des fouilles...

Propos sur la guerre en Afghanistan et ses conséquences françaises

Par Bernard Fischer

Quelques jours après les attentats du 11 septembre j'ai écrit un article dans lequel j'affirmais que nous allions vers une nouvelle guerre du golfe. Le 7 octobre marque effectivement le début d'une nouvelle guerre américaine contre l'Afghanistan. Ce n'est malheureusement pas une grande surprise. Toutes les guerres américaines depuis cinquante ans commencent par des bombardements aériens.

Combien de temps durera la phase des bombardements aériens et comment cette nouvelle guerre évoluera t elle ?

L'Afghanistan est un pays en guerre depuis vingt ans. De 1979 à 1989, c'est la guerre de libération contre l'occupation soviétique. De 1989 à 1992, ce pays reste sous la domination du gouvernement pro russe de Najibullah. En 1992, c'est la prise de Kaboul par le gouvernement Rabbani dont le ministre de la défense est Massoud. En 1996, c'est la prise de Kaboul par les talibans. C'est une guerre moderne, une guerre contre les civils, en même temps une guerre civile et une guerre d'agression extérieure. C'est en fait une situation particulière d'alternance entre des périodes de guerre pendant lesquelles on détruit et des périodes de paix pendant lesquelles on ne construit pas.

L'avenir de la guerre américaine en Afghanistan n'échappera pas à cette histoire.

La phase des bombardements aériens de la super puissance américaine contre l'un des pays les plus pauvres du monde sera forcément courte. Il ne reste pas beaucoup de cibles en Afghanistan. Après la phase des bombardements aériens, il y aura forcément la phase de l'engrenage et de l'enlèvement dans la guerre terrestre comme les soviétiques en Afghanistan entre 1979 et 1989, comme les américains au Vietnam entre 1954 et 1975. Il y aura inévitablement des conséquences politiques à ces opérations militaires, le renversement du régime des talibans, la déstabilisation du régime pakistanais,

l'accroissement sans précédent de l'influence américaine dans la région.

La seule alternative militaire serait paradoxalement la suivante. Après la fascination médiatique des attentats du 11 septembre, il y aurait une nouvelle version du dernier concept militaire occidental, une guerre de basse intensité de plusieurs mois sinon de plusieurs années de bombardements américains contre l'Afghanistan. C'est tout de même la dernière version de la guerre contre l'Irak ; ce sont depuis 1998 des bombardements américano-britanniques quotidiens contre l'Irak dans le silence total des médias occidentaux.

En même temps la France n'est pas en guerre ni son gouvernement, ni ses citoyens, pour au moins deux raisons fondamentales contradictoires.

Le gouvernement français n'est pas en guerre pour des raisons de haute stratégie militaire. Depuis plus de cinquante ans, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la France n'est plus en guerre ; la France organise et participe à des opérations de police. La guerre d'Algérie n'était pas une guerre, c'était une opération de police. De la même manière, selon le célèbre discours du premier ministre de l'époque Rocard, devant l'assemblée nationale en janvier 1991, la France participait déjà à une opération de police internationale contre le terrorisme. La classe politique française a peur des mots et des idées, sa philosophie et son idéologie c'est le jésuitisme.

Les citoyens français ne sont pas en guerre pour une raison encore plus radicale. La France et l'Europe ne pèsent d'aucun poids militaire et diplomatique dans la région. Les Etats Unis n'ont pas besoin de la participation militaire de la France et de l'Europe.

La gauche et l'extrême gauche françaises manifestaient le 11 octobre à Paris, un mois après les attentats du 11 septembre.

Cette manifestation était une manifestation relative pour trois raisons.

Premièrement, quand le peuple français manifeste contre la guerre américaine en Afghanistan, cela n'a malheureusement pas

beaucoup d'influences ni contre l'offensive américaine ni en faveur de la résistance afghane.

Deuxièmement il y avait la subtile et traditionnelle distinction parisienne entre la base et le sommet. Le PCF manifestait contre le terrorisme et, sous les banderoles du PCF, les citoyens manifestaient contre la guerre. Troisièmement de la part des organisateurs il s'agissait d'une petite parenthèse au milieu d'une préoccupation incommensurablement plus importante pour eux : c'est bien sûr leur campagne électorale pour les élections présidentielles de 2002. La principale préoccupation des verts c'est bien sûr le nom de leur candidat pour les présidentielles de 2002. La principale activité des militants d'extrême gauche c'est bien sûr la chasse aux 500 signatures de maires pour les présidentielles de 2002.

Ainsi va le vieux monde. Il vieillit tous les jours.

Après le 31^e congrès du PCF

Par Emile Fabrol (Courant Gauche Communiste)

A l'issue de ce congrès la direction du PCF voit le Parti comme le parti de la " *maîtrise sociale* ". Elle persiste dans son refus du débat sur le bilan de sa participation au gouvernement de la gauche plurielle à quelques mois des échéances électorales majeures de 2002. En effet comment justifier qu'elle abandonne les travailleurs à leur triste sort en permettant, en particulier, le vote des budgets nationaux et de la Sécurité sociale. La direction espère possible une " *mondialisation heureuse* " à l'heure des plans de licenciements de masses et de la guerre impérialiste qui vient de commencer. Elle ignore délibérément la question centrale de la propriété privée des moyens de production, y compris en renonçant à la défense des services publics dans le cadre du capitalisme.

Pour la seconde fois en cinq ans, la direction du PCF trouve une certaine légitimité à la

guerre impérialiste, en 1999 dans les Balkans aujourd'hui en Afghanistan. Le congrès a mis en évidence que sur cette question, qui fut l'une des raisons de la constitution du PCF, on trouve dans ce parti toute une variante de positions qui vont de la reprise de la propagande guerrière des USA à la lutte contre la guerre.

Sur le plan des statuts, c'est le renforcement du centralisme et du pouvoir des notables et des élus avec une tendance nette à la présidentialisation et à la dissolution des cellules dans des assemblées générales qui ressemblent fort au bon vieux fonctionnement de la social-démocratie où le pouvoir réel sera dans les mains des notables et des élus. Notons au passage que le vote majoritaire du congrès contredit le vote majoritaire des conférences fédérales sur ce sujet.

La direction du PCF ne poursuit plus qu'un seul objectif : exister dans le cadre de la gauche plurielle à l'ombre du PS même si son candidat sera capable de trouver des accents très gauche durant la campagne électorale. Car on s'inquiète à la direction du PS d'un effondrement de l'influence électorale de leurs fidèles alliés de la place du Colonel Fabien en ces heures dramatiques où la situation internationale percute de front les calculs intérieurs. *Le Monde* du 31 octobre concluait, ainsi, son éditorial sur l'état du PCF : " Il est de l'intérêt de tous les démocrates que le monde

du travail trouve son expression politique, soit représenté et ne se sente pas exclu du jeu. "

Pour beaucoup de militants communistes qui contestent depuis un certain temps la mutation, le 31^e congrès a joué le rôle de révélateur d'une transformation chimique désormais achevée.

La Gauche communiste du PCF va poursuivre et amplifier son travail politique engagé depuis cinq ans : construction d'une tendance agissant dans le PCF et sur le terrain de la lutte de classes ; regroupement des communistes dans une force politique bâtie sur une base d'objectifs communs et dotée d'un fonctionnement interne démocratique ; faire tomber les barrières des divers sectarismes le plus souvent hérités d'analyses faussées de notre histoire.

La Gauche communiste du PCF continue à militer pour l'émergence d'un Parti communiste capable de regrouper en son sein les tendances communistes qui militent effectivement contre le capitalisme et l'impérialisme. Objectivement, ce projet est non seulement une nécessité mais il nous semble possible ; seuls les diverses subjectivités existantes représentent des d'obstacles à sa réalisation.

PRISES DE POSITIONS CONTRE LA SALE GUERRE EN AFGHANISTAN !

Notre journal se montre particulièrement attentif à toutes les prises de position contre la guerre américaine et impérialiste en Afganistan, l'objectif étant naturellement de rassembler en France une opposition et de prendre des initiatives unitaires.

**...le courant Gauche Communiste du PCF...
(l'intégralité du texte se trouve sur le site du journal)**

Voici tout d'abord quelques extraits significatifs d'une déclaration émanant du courant Gauche Communiste du PCF :

« Seule grande puissance mondiale depuis la destruction de l'URSS, les USA conduisent depuis la chute du Mur de Berlin une politique

qui vise à asseoir leur domination sur le monde et à assurer leur leadership de la mondialisation.

La région qui s'étend des Balkans à l'Afghanistan est une région stratégique tant pour ses richesses en pétrole et en gaz que par sa position géopolitique aux portes de l'Union européenne, de la Russie et de la Chine. Cette région est politiquement instable. Elle ne doit pas échapper à la domination des USA, c'est une donnée essentielle de leur nationalisme de grande puissance. Il existe un fil rouge, rouge du sang des peuples opprimés, qui relie la guerre du Golfe en 1991, celle des Balkans en 1999 et la guerre qui vient de commencer en Afghanistan. Cette dernière ne sera pas une Blitzkrieg ; elle sera longue, Bush lui-même l'a

dit. C'est déjà une sale guerre, hier les bombes des croisés occidentaux ont détruit un bâtiment de la Croix rouge. Cette guerre risque de toucher d'autres pays de la région et peut-être ailleurs dans le monde. Les USA ont déclaré à l'ONU se réserver le droit de mener " d'autres actions militaires contre d'autres organisations et d'autres Etats. " (Le Monde du 10 octobre) Ce ne sont pas des rodomontades, car il ne faut pas oublier que la guerre contre l'Irak se poursuit avec le blocus et des bombardements réguliers dont personne ne parle. »

La direction du PCF solidaire de l'intervention militaire...

« C'est dans ce contexte que la direction du PCF a choisi la solidarité gouvernementale. Au nom de la direction, Robert Hue a exprimé sa " solidarité à tout le peuple américain, à l'ensemble des citoyens et des citoyennes de ce grand pays et aux dirigeants qu'ils se sont donnés. " (Le Monde du 15 septembre) et Daniel Cirera a trouvé " légitime une riposte après les attentats du 11 septembre y compris dans ses dimensions militaires. " (Le Monde du 12 octobre).

La Gauche communiste du PCF exprime son total désaccord avec une telle prise de position qui trouve une certaine légitimité à une guerre impérialiste. De la même façon elle rejette l'appel de Lionel Jospin au " patriotisme économique." La guerre ne met pas en veilleuse la lutte de classes, bien au contraire. La Gauche communiste du PCF fait sienne le slogan de manifestants CGT le 16 octobre à Paris : " Des sous pour les salaires, pas pour la guerre ! "

Dans la guerre impérialiste qui vient de commencer, les communistes défendent, contre vents et marées, le camp de la paix.

MONDIALISONS LE COMBAT CONTRE LA GUERRE ! »

... un extrait de la déclaration du Comité « Halte à l'OTAN », dont on appréciera la justesse de l'analyse, à mesure que les véritables objectifs de la guerre se dévoilent :

« Un mois après les effroyables attentats qui ont fait plus de 6 000 morts dans l'effondrement des deux tours du World Trade Center, le gouvernement Bush a déclenché des frappes "ciblées" sur ...l'Afghanistan ! En quelques heures, en quelques jours, l'enquête aurait permis de retrouver l'identité des organisateurs et du pays qui les abrite !

Depuis le 7 octobre, sous couleur de "détruire les repaires des talibans", le commandement

militaire américain déverse des tonnes de bombes, sur un pays encore appauvri par une sécheresse effroyable, atteignant ainsi des populations misérables, menacées d'une famine sans précédent. Affolés, des milliers de réfugiés se bousculent aux frontières, pour tenter de fuir les bombardements.

Derrière cette apparente incohérence, ce déchaînement aveugle, les dirigeants US ont cependant atteint leur objectif principal: ils ont transporté en Asie centrale une véritable armada, qui va leur permettre d'implanter des bases militaires destinées à "protéger" les gisements pétroliers de la région, de couper de ces ressources la Russie, la Chine et la Corée, tout en s'installant aux frontières de ces trois ennemies potentielles.

Le deuxième objectif s'avère plus difficile à réaliser que prévu. Pour assurer la permanence de ces bases militaires, il faut mettre en place des alliés sur mesure. Avec quelques talibans repentis et peut-être l'ancien roi, on tente de constituer un nouveau gouvernement "respectueux des droits de l'homme", c'est-à-dire respectueux de la mainmise des Américains sur des richesses qui appartiennent aux peuples de la région. L'hostilité des populations s'exaspérant, les choses traînent en longueur. »

Gérard Grandamme nous communique :

RENCONTRES POUR UNE GAUCHE ALTERNATIVE, ECOLOGISTE ET FEMINISTE.

ENSEMBLE, REDONNONS DU SENS A LA POLITIQUE

Les premières rencontres pour une gauche alternative, écologiste et féministe auront lieu à Paris le 24 novembre 2001.

POURQUOI CES RENCONTRES ET CET APPEL ?

Pourquoi prendre une telle initiative ? Parce qu'à tous points de vue, la situation politique et sociale actuelle nous incite à confronter nos

idées et nos pratiques et à tenter de comprendre, ensemble, pour mieux agir - si possible ensemble, là encore.

Depuis plusieurs années, la relation des citoyens à la représentation et à l'action politiques au sens large (y compris à la représentation et à l'action syndicales) est en " crise " : et cette " crise " ne cesse de s'approfondir.

Pourquoi ?

Au niveau international, les espaces publics reculent alors que le pouvoir des firmes s'étend: les citoyens se demandent quel pouvoir ont encore les centres de décision politiques, face à la mondialisation capitaliste. Celle-ci entraîne par ailleurs une mondialisation de la crise écologique - avec, notamment, une aggravation spectaculaire de l'effet de serre. Et la multiplication des fusions et acquisitions entre les firmes provoque des vagues de licenciements.

Au final, les citoyen(ne)s se voient dépossédé(e)s de toute maîtrise sur leur propre destin. Le recul constant de la démocratie crée une sorte de citoyenneté virtuelle, les décisions ne se prenant plus dans des lieux repérables, à la portée du citoyen et de ses représentants, mais dans l'opacité des pouvoirs de la finance transnationale. Dans le même temps, l'Europe libérale se construit en liquidant les acquis sociaux, résultat de longs combats citoyens. Et l'on assiste à la montée de nouvelles tensions internationales, avec les attentats du 11 septembre et les bombardements américains en Afghanistan.

Mais, si la relation des citoyens au " politique " semble en crise, c'est aussi à cause de la situation politique nationale : on a assisté à l'émiettement du mouvement social, à une crise du syndicalisme traditionnel, et à la mise en cause de la légitimité même de l'action politique.

Cette perte de légitimité s'explique en grande partie par le décalage entre les aspirations des citoyen(ne)s et les forces politiques traditionnelles.

D'une part, le Gouvernement Jospin mène une politique de moins en moins distincte des politiques libérales en privatisant plus que ses prédécesseurs et en cédant aux pressions

patronales. Par ailleurs il se fait le relais des exigences des groupes de pression productivistes tel que celui du lobby nucléaire. D'autre part, l'extrême gauche apparaît dénuée de vrai projet. Quant aux souverainistes de gauche et de droite, ils convergent sur l'idée d'une république autoritaire aux antipodes des aspirations autogestionnaires qui sont les nôtres. Ces rencontres nous donneront l'occasion d'approfondir nos analyses sur la situation politique nationale.

Il faut en tout cas se féliciter de l'émergence de nouveaux mouvements sociaux et de nouveaux modes d'intervention dans la cité : les mobilisations citoyennes - avec, en particulier, les listes municipales indépendantes -, le développement de forces syndicales alternatives, l'affirmation des luttes féministes porteuses de transformations sociales de grande ampleur, les mouvements des " sans " (sans-papiers, sans-logement.), les luttes pour le droit de vote des résidents étrangers et contre toutes les formes de racismes et de discriminations, les mobilisations contre la globalisation capitaliste... et tant d'autres qu'il convient de développer.

ET NOUS ?

Nous souhaitons favoriser les relations transversales entre nos différents mouvements et collectifs. Nous souhaitons, aussi, renforcer à tous niveaux les pouvoirs citoyens et les contre-pouvoirs, face aux intérêts dominants.

Ensemble, redonnons du sens à la politique. Pour agir dans les institutions et développer les mouvements de contestation, engageons une confrontation en commençant par les questions auxquelles l'actualité nous impose de répondre : la vague des plans sociaux, les transformations du travail et de l'école, la crise de la démocratie de délégation, les menaces sur les droits individuels et collectifs, la parité hommes/femmes dans les structures de décisions, la situation internationale, la mondialisation de la crise écologique... Débattons d'initiatives communes face à ce qui est en jeu aujourd'hui : le rassemblement des forces qui souhaitent un vrai changement, la construction de projets alternatifs de société. Les Rencontres des mouvements pour une gauche alternative, écologiste et féministe du 24 novembre à Paris

seront un premier pas dans cette direction.. Relevons le pari de les rendre utiles pour tous les cercles militants qui sont en recherche d'une perspective et d'une alternative qu'ils lient - comme nous le faisons nous-mêmes - à l'exercice exigeant du pluralisme et de la démocratie.

**Ces Rencontres auront lieu le samedi 24 Novembre de 9 h 30 à 18 h 30 au Centre européen
69 ter rue de la Chapelle 75018 Paris métro
Porte de la Chapelle**

Si vous souhaitez vous associer à cette initiative, il vous suffit de retourner le document ci-dessous à : **Rencontres pour une gauche alternative, écologiste et féministe c/o Les Alternatifs 40, rue de Malte 75011 Paris**

CALENDRIER :

Situation internationale - Lutte anti-mondialisation - Restructurations - Licenciements - Quelle alternative au libéralisme ? - Les enjeux de l'élection présidentielle

REUNION PUBLIQUE A MASSY

Pour en débattre avec nous, la LCR vous invite à une réunion-débat avec
Roseline Vachetta
Députée européenne de la LCR
Et des acteurs des luttes : Lu-Danone, Ericsson, Sans-Papiers, Chômeurs

Judi 15 novembre à 20 h 30
Bourse du travail de Massy - 14 chemin des Femmes
(près de la gare TGV, derrière l'Hôtel Mercure)

**Le collectif Palestine Solidarité 91
APPELLE A UNE REUNION PUBLIQUE :**

Le Vendredi 16 novembre 2001 Bourse du travail de Massy - 14 chemin des Femmes 91300 MASSY
(près de l'hôtel Mercure à 500 m de la station

RER MASSY Palaiseau)

- pour le droit à un Etat palestinien, indépendant et souverain, sur l'ensemble du territoire de Palestine occupé en 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale.
- Le démantèlement de toutes les colonies implantées en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.
- Le droit au retour des réfugiés expulsés depuis 1948.

Par ailleurs, compte tenu de l'aggravation des violences perpétrées par l'état israélien, nous demandons l'envoi d'une force de protection internationales des populations civiles palestiniennes dans les Territoires Occupés.

Intervenants :

M Attalah Walid, Association des Palestiniens en France,

Mme Avran Isabelle, vice-présidente de l'association France Palestine Solidarité

Mme Dray Joss, journaliste

M Labica Georges, président du Comité de vigilance pour une paix réelle au Proche Orient.

NON A LA GUERRE !

Les organisations qui avaient appelé à manifester le 11 octobre ont décidé de poursuivre la mobilisation contre l'intervention américaine en Afganistan, en appelant à une nouvelle manifestation de rue

LE SAMEDI 17 NOVEMBRE 14h, départ :
place de la Nation en direction de la Fontaine des Innocents.

**SOUTENEZ RAG - ENVOYEZ UN
CHEQUE DE 100 francs ou plus.**

Abonnement au bulletin RAG

Nom : _____ Adresse N° : _____
rue : _____
Prénom : _____ Ville : _____
Code postal : _____
Je verse la somme de 100frs : Autre :
A retourner à Michel Galin, 21 rue de Rosays, 91600 Savigny-sur-Orge.